

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La volte-face des États-Unis, par M. Henri de Man. — Les tentatives d'économie dirigée aux États-Unis, par M. Paul Berryer. — Les États-Unis d'Amérique (Chronique de l'Étranger). — Chronique : La semaine de quarante heures. Le marché et la culture du froment aux États-Unis. Les placements américains et anglais à l'étranger. Les fluctuations du nombre-indice au Grand-Duché de Luxembourg. — Statistiques.

Nous avons cru utile de réunir dans ce numéro une série d'articles relatifs aux États-Unis et aux événements financiers et économiques qui s'y déroulent.

Cette documentation intéressera nos lecteurs.

Nous ne croyons pas nécessaire de la faire suivre des observations critiques qu'elle comporterait. Il suffit à cet égard de constater qu'au point de vue monétaire, le Comité des Experts qui a préparé l'agenda de la Conférence monétaire et économique internationale de Londres, les chefs des principales banques d'émission, réunis à la Banque des Règlements Internationaux à Bâle, et le Comité de l'Or de la Société des Nations, dans son dernier rapport, ont nettement marqué qu'ils ne considèrent pas la crise actuelle comme d'origine monétaire, et que le retour à l'étalon d'or sur des bases à déterminer par chaque pays est indispensable et la seule solution de nature à assurer la stabilité des relations commerciales. Ce n'est pas par des manipulations monétaires qu'on peut espérer mettre fin à la crise, et il est vain d'escompter que les banques d'émission européennes s'y prêteront. On sait que non seulement la Belgique, la France, la Hollande, la Suisse, l'Italie, la Pologne, qui sont restées à l'étalon-or, ont formellement déclaré qu'elles ne l'abandonneraient pas, mais dans les pays continentaux, où le cours forcé existe et où la parité de la devise nationale n'est maintenue que par un contrôle rigoureux des changes, les gouvernements ont affirmé leur volonté de revenir dès qu'il leur sera possible à l'échangeabilité des billets de banque contre or.

Par contre, tout le monde se féliciterait de voir le mouvement de reprise, qui se montre aux États-Unis plus nettement qu'ailleurs, mais ne leur est pas particulier, se consolider, et les éléments substantiels de ce mouvement l'emporter sur les facteurs spéculatifs, que les perspectives d'inflation ont déchainés.

Jusqu'ores, en fait, le stock d'or des banques fédérales a augmenté et le volume de la circulation des billets a baissé.

LA VOLTE-FACE DES ÉTATS-UNIS

par M. Henri de Man,

Chargé de cours à l'Université de Bruxelles.

Au cours de ces dernières semaines, on a pu constater à plusieurs reprises que l'opinion des pays européens se montrait perplexe, ou même désorientée, par rapport aux nouvelles d'Amérique. Cela s'applique particulièrement à la politique économique poursuivie

par le gouvernement des États-Unis et aux réactions correspondantes de l'opinion américaine. Même quand les commentaires que provoquaient ces nouvelles n'étaient pas franchement hostiles, ils trahissaient toujours un élément de surprise caractéristique. C'est

comme si l'Europe ne parvenait plus à prévoir les attitudes de l'Amérique parce qu'elle ne comprend plus leurs motifs.

Une cause en est, de toute apparence, que l'opinion européenne, par une espèce de phénomène d'inertie intellectuelle, continue à se représenter les choses américaines d'une façon qui a cessé, depuis quelque temps déjà, de correspondre à la réalité de ces choses.

Au cours de la première dizaine d'années qui a suivi l'après-guerre, et surtout de la période de prospérité croissante qui va de 1921 à 1929, les Européens se sont fait une idée assez nette de la psychologie américaine. Cette idée était parfois un peu schématique, mais dans ses grandes lignes elle correspondait à une situation existante. Elle s'est répandue jusque dans les couches les plus larges de la population, par l'intermédiaire de la presse quotidienne et de tous les autres moyens par lesquels s'infiltraient les impressions et les opinions du très grand nombre de voyageurs européens qui ont, pendant ces années, popularisé la notion de l'Amérique d'après-guerre. Alors, on parlait couramment aux Etats-Unis de ce que l'on nommait avec une ironie amusée la « deuxième découverte de l'Amérique ».

En dépit de toutes les nuances individuelles, cette découverte aboutit à une conception assez homogène. Il y entrait, dans des combinaisons diverses, les notions de rationalisation, de mécanisation et de standardisation, comme caractéristiques de la transformation des choses, et la notion de l'optimisme progressiste et spéculatif élevé presque à la hauteur d'une religion, comme caractéristique de la transformation des idées.

Cette conception trouva d'autant plus de facilité à s'acclimater qu'elle ne faisait qu'accentuer les traits d'une image dont la physionomie essentielle apparaissait déjà au XIX^e siècle; car en définitive, l'Amérique de l'*efficiency*, de la *prosperity* et du *service* n'a fait qu'achever une construction dont l'infrastructure était déjà visible il y a cent ans, et l'ère des grands progrès techniques et économiques de l'après-guerre n'a fait en somme qu'accélérer l'allure d'une évolution en cours depuis longtemps, sans modifier sa direction essentielle.

Il semble bien, par contre, que les changements de direction intervenus depuis lors dans l'évolution économique autant que psychologique marquent une césure aussi profonde que celle qui sépare l'époque des chemins de fer de celle du transport par chariots. A tous points de vue, un abîme sépare l'Amérique d'aujourd'hui de celle d'il y a dix ou même de celle d'il y a trois ou quatre ans. La perplexité provoquée chez les observateurs européens par tous les événements importants de la politique économique américaine depuis un an s'explique presque entièrement de ce fait. Apparemment, il faudra encore quelque temps pour que l'on arrive à se faire de l'Amérique nouvelle une idée suffisamment dégagée de notions qui n'ont déjà plus qu'un intérêt historique, et que l'on comprenne la logique immanente de son évolution récente.

Une contribution extrêmement importante à la compréhension de cette Amérique nouvelle nous est fournie par la publication du rapport dit du « Comité des Cinq Cents ». Son titre exact est d'ailleurs « Rapport du Comité présidentiel de Recherches sur les Tendances sociales » (1). Ce rapport continue la lignée des grandes publications issues des vastes enquêtes officielles depuis l'époque de la guerre mondiale. C'est la quatrième et la plus importante des enquêtes inaugurées par la conférence présidentielle pour la lutte contre le chômage qui fut établie en 1921, c'est-à-dire vers la fin de la dépression économique antérieure à la crise actuelle.

La succession des thèmes particuliers à chacune de ces quatre enquêtes trahit d'une façon très symptomatique le déplacement graduel de l'intérêt des questions purement « technique d'affaires » vers les problèmes les plus fondamentaux de l'organisation sociale dans son ensemble.

La première de ces enquêtes, conduite en 1922-23 par une sous-commission de la conférence sur le chômage, porta sur l'étude des cycles de conjoncture; la seconde, en 1923-24, étudia pour une autre sous-commission de la même conférence, le travail saisonnier dans l'industrie du bâtiment. Presque en même temps, une autre sous-commission étudia le « gaspillage dans l'industrie ».

Depuis lors, on voit le cercle des préoccupations s'élargir notablement. De janvier 1928 à février 1929, un comité présidé par M. Herbert Hoover étudia les « changements économiques récents aux Etats-Unis ». Les deux volumes qui condensèrent le résultat de cette enquête (2) fournissent une excellente vue d'ensemble sur l'époque de prospérité de 1921 à 1929. A cet égard, ils constituent une très bonne base de comparaison avec le Rapport des « Cinq Cents », et rien n'est plus instructif que de lire ce dernier en se reportant, chapitre par chapitre, au document qui l'a précédé de trois ans.

Bien que ces deux rapports, par la tonalité de leurs conclusions, trahissent un contraste aussi fondamental que Jean qui pleure et Jean qui rit, leur comparaison est facilitée par la similitude de leur facture scientifique. Tous deux, en effet, sont le résultat de la collaboration d'une commission « présidentielle », donc gouvernementale, avec un organisme scientifique, le « Bureau National de Recherches économiques ». Il semble bien que c'est à cette coopération de l'élément scientifique qu'il faille attribuer le caractère plus vivant, plus « compréhensif » de ces grandes enquêtes américaines, par comparaison avec les enquêtes d'autres pays qui sont faites uniquement par des fonctionnaires. Peut-être cette collaboration d'experts scientifiques présente-t-elle d'autre part certains désavantages; quand on compare des rapports américains tels que ceux-ci aux publications d'un organisme officiel beaucoup plus « ancienne méthode »

(1) *Recent Social Trends in the United States. Report of the President's Research Committee on Social Trends.* Deux volumes, édités par Mc Craw-Hill Book Company, New-York and London, 1933.

(2) *Recent Economic Changes in the United States.* Deux volumes publiés par Mc Craw-Hill Book Company, New-York and London, 1929.

comme le *Board of Trade* anglais, on voit que le travail fourni par des « professionnels » peut présenter certaines supériorités techniques sur celui qui s'est fait avec l'aide d'amateurs, surtout s'ils sont en grand nombre : une délimitation plus nette du terrain, une homogénéité plus grande dans la façon de serrer le sujet, un souci plus évident de prudence en se servant de faits difficiles à contrôler ou en entrant dans le domaine des opinions controversables. N'empêche que, dans l'ensemble, le procédé américain présente l'avantage unique de mettre à son service une partie essentielle de l'outillage scientifique de la nation. Ainsi, il exprime en même temps un très vaste ensemble de réalités et une façon de voir ces réalités qui caractérise la mentalité d'une élite intellectuelle représentative comme telle.

Le Bureau National des Recherches économiques, formant personne juridique « incorporée » en 1920, est une organisation *ad hoc* pour servir d'outil d'investigation à tous les organismes qui « désirent une détermination exacte et impartiale se rapportant aux problèmes économiques, sociaux et industriels ».

La direction de ce bureau est aux mains de représentants élus par les sociétés savantes, par les universités, par les grands groupements d'intérêts économiques et par certains organismes d'études et de recherches à objectif spécial. Ce comité englobe au même titre des représentants d'associations patronales et de syndicats ouvriers, des savants conservateurs et des directeurs de bureaux socialistes de recherches et de documentation. C'est dire qu'il recherche l'impartialité, non par la voie de la neutralité, mais par celle de l'objectivité qui résulte de la libre confrontation de toutes les opinions.

Les règlements du bureau sont rédigés de façon à empêcher rigoureusement « toute activité qui pourrait servir de source de profits à l'un de ses membres ou prendre le caractère d'une propagande quelconque » ; et peut-être la meilleure garantie d'impartialité se trouve-t-elle dans la stipulation qui dit qu'aucun rapport ne peut être publié sans l'approbation unanime de tous les membres du comité de direction, à défaut de laquelle la publication d'un rapport de minorité est obligatoire.

Plus encore que l'enquête de 1929, celle de 1933 montre à quel point le comité présidentiel, en confiant l'enquête au Bureau des Recherches économiques, est parvenu à enrôler l'aide de la presque totalité des experts scientifiques du pays, en dedans et en dehors des universités, et des praticiens de toute espèce. Outre la cinquantaine de personnes, la plupart professeurs d'universités, qui ont rédigé les rapports des sous-commissions, la liste des personnes qui ont à un titre quelconque contribué à l'élaboration de l'enquête d'ensemble remplit plus de douze pages de texte serré et comprend environ cinq cents noms, d'où la dénomination populaire de Comité des Cinq Cents.

Le rapport *in-extenso* de l'enquête, qui n'est encore qu'en voie de publication, comprendra treize volumes. Bien entendu, sous cette forme-là, la publication

n'intéressera guère qu'un petit nombre de savants et de spécialistes, désireux de pouvoir contrôler jusqu'au moindre détail de la documentation qui a servi de base aux diverses sous-commissions. En attendant, tout ce qui est d'intérêt plus général dans le rapport se trouve condensé dans les deux volumes qui ont été édités au début de cette année. Ils ont eu d'ailleurs un succès de librairie que connaissent rarement les publications de ce genre, puisque depuis lors on en a déjà fait trois rééditions.

Ces deux gros volumes remplissent 1,568 pages, dont 70 sont consacrées au rapport d'ensemble de la commission d'enquête avec ses conclusions générales. Le reste du rapport est constitué par 29 chapitres qui représentent autant de travaux spéciaux sur des problèmes déterminés, faits par de petits groupes d'enquêteurs dont chacun constitue en quelque sorte une sous-commission. Les vingt-neuf sujets spéciaux ainsi traités embrassent un domaine extrêmement vaste. A côté de questions purement économiques, on y traite, par exemple, des fondements géographiques et démographiques de l'économie américaine, de toute une série de problèmes nettement sociologiques, et même de sujets appartenant au domaine encore plus étendu de ce que le vocabulaire français dénomme les sciences morales. Ainsi, on y trouve des chapitres sur l'évolution de la famille, l'activité professionnelle des femmes, l'utilisation des loisirs, l'évolution des besoins et des habitudes, les variations de l'opinion publique par rapport à la vie religieuse et artistique, etc.

* * *

Il s'agit donc, dans l'ensemble, d'une espèce de panorama sociographique des Etats-Unis. A ce titre, ce rapport présente un intérêt exceptionnel pour la sociologie et la psychologie sociale.

A n'envisager cette publication qu'au point de vue du « métier » scientifique, c'est-à-dire surtout de sa méthode et de ses prémisses systématiques, on pourrait y trouver, à côté de motifs de louange, matière à d'assez sérieuses critiques.

Cependant, la seule de ces observations méthodologiques qui présente un intérêt général est suscitée par la conception fondamentale du progrès social qui détermine toute l'attitude du rapport et qui sert de base à son procédé de classification. Cette attitude procède d'une conception du progrès qui doit sembler assez naïve à l'immense majorité des sociologues européens, mais qui n'en caractérise que mieux certains traits communs à toute l'opinion américaine, scientifique autant que vulgaire.

Voici à peu près comment cette conception surgit des pages mêmes du rapport : La société, tout au moins la société américaine, subit une évolution constante qui a un caractère nettement progressif. Ce progrès peut se concevoir comme l'effet de « forces » qui poussent l'humanité à s'adapter de mieux en mieux à son entourage naturel et à en tirer le meilleur parti possible. Ces forces agissent toujours et dans tous les domaines de l'activité humaine, mais leur

vitesse peut se trouver ralentie ou accélérée selon les époques et selon les domaines où elles s'exercent. Ainsi, au cours de l'époque considérée, il y a eu progrès accéléré dans le domaine technique et économique, mais sans progrès correspondant dans le domaine social, politique, psychologique ou moral. Ce manque de concordance dans l'allure du progrès se trahit, dans les institutions, par des états de non-adaptation, et dans les idées, par des antagonismes entre des conceptions et des désirs contradictoires. En prenant conscience de ces « mauvais ajustements », l'esprit scientifique les voit sous l'espèce de « problèmes ». Résoudre ces problèmes revient donc à établir l'accord d'allure entre certaines courbes d'évolution et d'autres qui se trouvent en avance sur elles.

J'emprunte au rapport quelques passages particulièrement caractéristiques à ce sujet : « Une nation ne progresse pas seulement par l'effet d'une force dynamique, mais aussi par le maintien d'un certain degré d'équilibre entre les forces motrices... Toutes les parts de notre organisation ne changent pas à la même vitesse ni au même moment; certaines d'entre elles progressent rapidement, tandis que d'autres restent en arrière. Ces changements à vitesse inégale dans la vie économique, en politique, en matière d'éducation, de sciences et de religion, créent des zones de danger et des points de tension. C'est presque comme si les différentes fonctions du corps ou les parties d'une auto opéraient à des vitesses non synchronisées. Notre capacité de produire des biens se développe plus vite que notre capacité d'acheter; l'emploi de la main-d'œuvre ne reste pas au pas de l'amélioration du mécanisme de la production; les communications interocéaniques se développent plus vite que la réorganisation de nos relations internationales; l'usine enlève à la famille des occupations avant que la famille ne soit en état de s'ajuster aux nouvelles conditions... L'Eglise et la famille ont perdu une grande partie de leur influence régulatrice sur le comportement, tandis que l'industrie et la politique ont étendu leur domination. La coordination effective des facteurs de notre évolution sociale signifie qu'il faut, là où c'est possible et désirable, ralentir les changements qui se produisent trop rapidement et accélérer ceux qui sont en retard. »

Assurément, si l'on voulait soumettre ces conceptions méthodologiques au crible d'une critique systématique, on n'aurait guère de peine à montrer le caractère assez primitif de leur logique. Il n'est guère d'école sociologique en Europe qui s'en contenterait. Mais à tout prendre, il n'est peut-être pas raisonnable d'appliquer à pareilles formules le critérium des exigences scientifiques les plus strictes; il est probable, au contraire, qu'il faut y voir une tentative de présenter des opinions et des propositions qui doivent sembler hardies au grand public en s'adaptant à sa mentalité moyenne et en se servant de son vocabulaire le plus usuel.

Bornons-nous donc à constater en passant que ce document, très pessimiste par la façon dont il présente la situation existante, et très hardi par les chan-

gements qu'il propose d'y apporter, part encore comme d'un axiome d'une croyance au progrès continu et rectiligne, croyance qu'une très grande partie de la pensée européenne a remplacée depuis longtemps par des notions beaucoup moins simplistes. Par exemple, on ne trouve dans cette conception américaine aucune trace de cette pensée dialectique qui, chez la plupart des sociologues européens, reflète en quelque sorte le phénomène d'expérience que constitue, depuis des générations, le progrès social par l'antagonisme des forces sociales. Heureusement, les imperfections scientifiques de la méthode employée ici, et d'ailleurs très répandue dans le monde universitaire américain, n'ont aucunement empêché la commission d'obtenir des résultats intéressants et de les présenter sous une forme impressionnante. A un certain point de vue, on pourrait même dire que le contraste du pessimisme des conclusions de l'enquête avec l'optimisme candide de ses prémisses générales, ne rend que plus frappante l'insistance mise à signaler la gravité des problèmes à résoudre.

Alors que le rapport de 1929 apparaissait encore comme un bulletin de victoire économique et sociale sur toute la ligne, le rapport de 1933 essaie visiblement de frapper l'imagination du public par un diagnostic impitoyable d'une réalité menaçante.

On en jugera par des passages comme celui-ci :

« Le premier tiers du XX^e siècle a été rempli d'événements qui ont fait époque, et encombré de problèmes d'une grande variété et complexité. La guerre mondiale, l'inflation et la déflation de l'agriculture et des affaires, notre situation nouvelle comme nation créditrice, l'augmentation saisissante de notre efficacité et de notre productivité industrielles d'une part, et l'accentuation tragique du chômage et de la détresse commerciale d'autre part, l'expérience de la prohibition, la restriction consciente des naissances, les batailles entre les races, le freinage de l'immigration, le suffrage féminin, les tentatives des partis « progressiste » d'abord, « fermier-ouvrier » ensuite, la corruption gouvernementale, la criminalité et la puissance des *gangsters*, l'extension des grandes villes, la décadence du gouvernement rural, la naissance de la S. D. N., l'expansion de l'éducation, l'avance et le recul du mouvement syndical ouvrier, la croissance de fortunes prodigieuses, les progrès de la science médicale, la vogue des sports et de la récréation, l'intérêt renouvelé pour le sort de l'enfance — voilà quelques-uns des nombreux événements qui ont marqué l'une des périodes de notre histoire les plus riches en changements... Le résultat en est que l'on peut trouver côte à côte dans la vie américaine des contrastes étonnants d'organisation et de désorganisation : une merveilleuse puissance technique représentée par quelque gratte-ciel incroyable, et un état monstrueusement rétrograde représenté par quelque taudis également incroyable. »

Et il en est de même dans le domaine des phénomènes moraux : « Ainsi, nous avons les anomalies de la prohibition et du divorce facile; d'une censure stricte et du triomphe du « risqué » au théâtre et dans la

littérature; des progrès de la recherche scientifique et des lois défendant l'enseignement de la théorie de l'évolution; de l'information sur la procréation consciente défendue par la loi mais de plus en plus généralement utilisée. »

Et quant à la vie économique :

« Le courant du crédit n'est pas synchronisé avec le courant de production. Il y a dans le développement des cycles de la conjoncture des désastres qui se répètent. Les organisations d'employeurs se sont développées plus rapidement que les organisations des salariés. Une série spéciale de problèmes économiques s'est trouvée occasionnée par la transformation de l'agriculture due à la science, à l'électricité et à l'usage de l'essence, et aussi à l'accroissement des moyens de communication. Un autre foyer de *maladjustment* a son centre dans nos conceptions de la propriété, dans la distribution de la richesse et de la pauvreté — des formes nouvelles de problèmes séculaires. »

Mais le Comité des Cinq Cents ne s'est pas contenté de décrire une situation, il a également suggéré des solutions. La tâche qui lui avait été assignée par le Président Hoover était double : « examiner et faire rapport sur les tendances sociales récentes aux Etats-Unis, dans le but d'établir un inventaire capable de servir de base pour la mise en formule de vastes mesures nationales qui auront en vue la phase suivante dans le développement de la nation ».

Bien entendu, le Comité devait se borner à formuler des principes et des directives générales; mais il l'a fait avec une hardiesse surprenante. Ainsi, à la fin de son rapport, il a désigné comme première condition préalable d'un effort constructif efficace : « être préparé et décidé à entreprendre des changements importants et intégraux en vue de la réorganisation de notre vie sociale, y compris l'ordre des choses économiques et politiques, plutôt que de poursuivre une politique de laisser-aller ».

Et voici quelques-unes des considérations par lesquelles cette conclusion se trouve appuyée :

« L'alternative d'une initiative sociale constructive pourrait être la continuation d'une politique qui se laisse aller à la dérive et qui se fie à de petits réajustements de temps en temps; des alternatives plus définies encore sont représentées par des systèmes dictatoriaux dans lesquels les facteurs de force et de violence occuperaient une large place... A moins que nous ne parvenions à réaliser une meilleure intégration de nos capacités sociales et de nos objectifs sociaux que ne la révèlent les tendances récentes, il n'y a aucune assurance de ce que ces alternatives avec leurs accompagnements de révolution violente, de sombres périodes de répression de la liberté et des formes démocratiques, de la proscription et de la perte de beaucoup d'éléments utiles dans le système actuel de production, puissent être évitées. Le Comité, entièrement conscient de sa mission, ne désire pas prendre une attitude d'irresponsabilité alarmiste, mais d'un autre côté, il y aurait légèreté coupable à passer du vernis sur les rudes et amères réalités de la situation

sociale, et d'ignorer les périls éminents que présenterait la continuation du mouvement en avant de notre lourd mécanisme technique sur des routes qui sont en train de s'effriter et sur des ponts branlants. »

Pour se rendre compte de ce que pareil langage dans un document, préfacé par le Président et contre-signé par l'élite intellectuelle de la nation, présente de révolutionnaire, il suffit de se demander comment on aurait traité les auteurs d'une prose analogue sous le régime, pourtant encore assez proche, du Président Harding ou du Président Coolidge!

* * *

Dans les suggestions présentées par le rapport, l'esquisse des fondements d'une économie dirigée occupe une place centrale. Dans les passages et les chapitres qui se rapportent à ce sujet, on trouvera exprimées toutes les idées qui depuis ont servi de principes directeurs à la politique du Président Roosevelt. Pour tout dire en un mot, on y trouve en termes aussi précis et aussi décidés que possible l'oraison funèbre du capitalisme libéral américain.

Bien que le rapport constate que « sur la question entière de l'organisation des affaires et du contrôle social, l'attitude générale du public américain se trouve maintenant dans un état de confusion », il n'en signale pas moins que cette confusion ne fait que refléter les remous qui proviennent d'un renversement total de la direction de l'évolution économique depuis un siècle. Et déjà, le rapport croit pouvoir constater que « dans le monde des affaires aux Etats-Unis, la partie dominante de l'opinion publique considère sans aucun doute la continuation du mouvement vers la concentration, dans toutes ou dans certaines de ses formes, comme la clé de la solution des problèmes majeurs de la concurrence commerciale. Même avant les dislocations créées par la dépression économique, la tendance vers la régulation des prix, de la production et des autres pratiques économiques, était devenue plus forte qu'elle n'avait jamais été auparavant dans ce pays. Outre le nombre extraordinaire de « consolidations » caractérisées, de « mergers » et de diverses variétés de « holding companies », la période écoulée depuis 1920 a été signalée par l'organisation d'une multitude de contrôles officiels des prix et d'associations commerciales, cherchant à réaliser par des « gentlemen's agreements », en partie tout au moins, les objectifs et les avantages d'une concentration réelle de la propriété et de la direction. Bien que l'effet de ces mesures d'organisation privée ait probablement été de rendre certains secteurs de notre système compétitif d'affaires plus inflexibles qu'il n'aurait été désirable qu'ils le fussent, de maintenir certains prix à des niveaux excessivement élevés, d'encourager l'expansion anormale de l'équipement productif des entreprises, et par conséquent d'aggraver les instabilités existantes du système, il est clair que le monde des affaires espère réaliser une stabilité et une sécurité plus grandes, non point en abandonnant ces moyens de contrôle mais, au contraire, en les étendant et en les renforçant. L'opposition orga-

nisée qui prévaut actuellement contre les trusts, les efforts faits pendant les dix années écoulées pour amener le Ministère de la Justice à sanctionner l'échange d'informations statistiques entre les membres des associations commerciales, et la continuation du mouvement de concentration depuis 1929 sont des indications qui montrent de quel côté vient le vent. »

La politique préconisée par le Comité, tout en renonçant délibérément et définitivement à revenir vers les tendances de l'ère de Théodore Roosevelt et de la loi Sherman contre les trusts, ne consiste cependant aucunement à faire siennes les tendances vers la concentration qui s'inspirent de considérations d'intérêts particuliers et de profits privés. Au contraire, les suggestions du Comité tendent nettement vers des formes d'économie dirigée où la concentration des entreprises fournirait à l'Etat le moyen d'exercer une influence plus efficace sur toutes les conditions de la production.

A de multiples passages, le Comité exprime clairement l'opinion que l'Etat doit exercer cette puissance au nom de l'intérêt général, en vue de réaliser un régime économique délivré du fléau du chômage, en assurant notamment de tout le poids de son autorité une réduction considérable de la durée du travail et un minimum aussi élevé que possible des revenus de ce travail.

Peut-être l'une des hérésies les plus éclatantes, qu'il affirme à la face de l'orthodoxie économique et sociologique d'antan, se trouve-t-elle dans l'affirmation du principe des assurances sociales. Le rapport contient à ce sujet une phrase particulièrement symptomatique; il y est dit en toutes lettres que « à moins que l'organisation syndicale ouvrière ne fasse preuve à l'avenir d'une croissance plus vigoureuse, il faudra faire appel à d'autres ressources sociales pour résoudre ces problèmes ». Or, ces « problèmes » sont ceux de l'insécurité de l'emploi qui résulte d'une part, d'un processus économique inséparable des progrès techniques, et d'autre part, de l'impossibilité de trouver encore des moyens de colonisation intérieure. En d'autres termes, il s'agirait de mettre sur pied un système d'assurances sociales, en premier lieu d'assurance contre le chômage, en dépassant au besoin les desiderata des syndicats ouvriers, qui organisent une partie trop réduite de la classe ouvrière pour arriver

à un rehaussement suffisamment total du niveau de vie des classes laborieuses.

A ce point de vue-là aussi, l'objectif économique et social préconisé se rapproche beaucoup plus de celui de l'ère du Président Wilson que de ceux de l'ère de Théodore Roosevelt qui l'a précédé et de Harding qui l'a suivi. A tout bout de champ, on sent revenir le souvenir de la quasi-socialisation, accompagnée d'un interventionnisme social très décidé, qui mobilisa pendant la guerre mondiale les ressources économiques de la nation. Le rapport rappelle comment le gouvernement devint alors, en très peu de temps, « le plus grand employeur de main-d'œuvre et le plus grand acheteur de produits dans le pays », et comment il assura le « contrôle » (dans le sens anglais du mot, presque synonyme de domination) de l'activité économique entière, en « enlevant à leurs propriétaires privés les chemins de fer et les navires, en réglant l'importation et l'exportation par des licences, en donnant des priorités de transport, d'usage de matériel et d'embauchage de main-d'œuvre aux producteurs de matériel de guerre,... en intervenant entre employeurs et salariés par l'intermédiaire des *War Labor Boards*, en établissant une Administration des combustibles et une Administration de la nourriture, en fixant des prix maxima ou minima pour des milliers d'articles... » Et il demande avec insistance pourquoi « l'on ne ferait pas, dans la lutte contre le chômage et la misère, un effort analogue à celui que l'on a fait alors dans la lutte contre un péril extérieur? »

Depuis lors, les mesures prises ou ébauchées dans ce sens par le Président Roosevelt ont sur certains points dépassé, par leur énergie et leur précision, les suggestions d'ordre général du Comité. Il n'en reste pas moins vrai que ce rapport continue à fournir une explication des mobiles de cette politique, et surtout de l'attitude de l'opinion publique qui la soutient.

Il aide à faire comprendre en quoi et pourquoi elle s'avance dans la voie d'une économie très fortement dirigée. Cette économie, de toute évidence, ne sera ni socialiste, ni fasciste au sens européen de ces termes; elle tend visiblement vers un capitalisme d'état dont l'évolution européenne n'offre pas de modèle, mais qui sera très différent du système économique que les Américains, jusqu'en 1929, considéraient comme le seul possible.